

Les royaumes Sakalava et la colonisation

Hypothèses pour une recherche comparative

par Bernard Schlemmer

1947 représente, on le sait, une date-symbole pour Madagascar : dans la nuit du 29 au 30 mars, un soulèvement éclata, simultanément en plusieurs points de l'île ; la colonisation, depuis déjà un certain temps exaspérée par la montée du mouvement nationaliste, étendit sa répression à la quasi-totalité du pays, frappant indistinctement les militants du M.D.R.M. (Mouvement démocratique de la rénovation malgache, parti fondé en 1946 par le député Raseta et qui obtint très rapidement une influence de masse) et ceux que les Européens avaient simplement repérés comme trop revendicatifs.

Mais ce mouvement de révolte et de répression n'embrasa pas la *totalité* de l'île : il s'arrêta, notamment, à l'ouest, aux frontières du Menabe. Ce bien qu'aux élections de 1946 tous les districts qui composaient cet ancien royaume sakalava — à une seule exception près — avaient donné la majorité au nationaliste Raseta : le sentiment anti-colonialiste était bien également présent ; mais il ne s'y était pas autant radicalisé, les Sakalava du Menabe ne se sentirent point acculés à l'insurrection, n'éprouvèrent pas la nécessité de se joindre au mouvement général ; s'ils en partageaient sans aucun doute les mobiles, ils ne se trouvaient pas concernés à ce point ; et pas davantage les colons ne se sentirent, alors, acculés à la répression, n'éprouvèrent la nécessité de se joindre aux exactions commises ailleurs : s'ils en partageaient sans aucun doute les mobiles, ils ne se trouvaient pas, non plus, concernés à ce point.

Il en alla tout différemment dans le nord, au Boina, l'autre ancien grand royaume sakalava. Pourtant, nous allons le voir, les deux royaumes avaient connu une évolution à peu près similaire, partageaient, à peu de choses près, la même organisation socio-politique et le même système socio-économique, avaient été soumis à une même politique administrative coloniale (celle des « protectorats intérieurs »), avaient subi les mêmes tentatives d'exploitation coloniale, le même échec de la grande colonisation d'abord, le même succès de la petite colonisation (adonnée en premier lieu au commerce de traite, puis semblablement convertie à la culture de produits de rapport), avec la même confiscation foncière, suivie du même mouvement de concentration des terres et des capitaux...

Aujourd'hui, il est plus clair encore que le Boina et le Menabe ont suivi une évolution bien différente. Tandis qu'au Boina, depuis que la colonisation s'est installée, les cultures de rapport ont à peu près constamment produit une certaine prospérité (elles connurent ici ou là des vicissitudes, certes, mais jamais de crise irrémédiable), au Menabe, par contre, la colonisation s'est, depuis plus d'un quart de siècle, enlisée dans un marasme tel qu'il y a peu de chance de voir l'économie régionale qui en a résulté connaître avant longtemps un nouveau développement.

Quand les routes ont-elles donc divergé ? Une étude comparative serait ici, nous semble-t-il, particulièrement enrichissante ; et c'est à poser en ce sens quelques hypothèses de travail que cet article se voudrait de servir. Nous nous appuyerons essentiellement, pour le Boina, sur des travaux de R. Waast : « Développement des sociétés occidentales malgaches au XX^e siècle », in *Changements sociaux dans l'Ouest malgache*, O.R.S.T.O.M., mémoire n° 90, Paris 1980, p. 35-80, ainsi que sur des indications de L. Dubourdieu ; et pour le Menabe, sur nos propres recherches : *Le Menabe, histoire d'une colonisation*, O.R.S.T.O.M., T.D., n° 164, Paris, 1983.

I. LES ROYAUMES SAKALAVA

Origine des royaumes

Au milieu du XVII^e siècle, les Maroseraña, l'une des dynasties de ces pasteurs originaires du sud-est de Madagascar et qui se partageaient alors la région de Tuléar (sud-ouest), entreprirent de pousser vers le nord leur expansion côtière. Au fur et à mesure de leur marche, le roi rencontrait des populations qu'il devait s'allier ou soumettre : il sut s'allier même celles qu'il soumettait. Ces popula-

tions étaient, en effet, également composées de pasteurs migrants : l'organisation socio-économique dans laquelle on leur proposait de s'intégrer ne leur était pas totalement étrangère (ils étaient, par contre, incapables de résister bien longtemps par les armes, les conquérants maîtrisant alors seuls les techniques de fer). En outre, l'importance du troupeau royal était telle que le souverain pouvait distribuer du bétail à ceux qui, vaincus ou non, acceptaient de le suivre, s'assurant ainsi de leur fidélité.

A sa mort, en 1680, son lignage se segmenta : l'un des fils cadets continua l'expansion vers le nord, au-delà du Manambolo, tandis que l'aîné maintenait sa domination en deçà, depuis le Mangoky au sud. Et pendant plus d'un siècle les Sakalava, avec leurs deux grands royaumes, le Menabe et le Boïna, constitueront la principale puissance à Madagascar, la seule à unifier réellement des populations de toutes origines dans une organisation politico-idéologique commune.

L'organisation politique

Cette expansion maroseraña s'appuyait sur l'expansion parallèle du mercantilisme : les traitants qui prospectaient alors systématiquement les côtes de l'Afrique, tout à la fois offraient aux guerriers sakalava les armes que nécessitait leur conquête, et trouvaient auprès d'eux, en échange, les esclaves que cette même conquête permettait d'acquérir.

Alors seuls dans cette position, les Maroseraña allaient donc s'assurer le monopole des armes, le contrôle des échanges avec l'extérieur et, partant, le moyen de consolider leur domination. C'est donc ce monopole de la force et du commerce à longue distance qui constituait la véritable base de leur pouvoir, sans qu'il leur fût nécessaire de recourir à une extorsion importante de la production des économies communautaires internes au royaume, la source de tout profit se trouvant dans le pillage et la capture des populations extérieures.

Ainsi, la caractéristique fondamentale du système résidait en ceci : la reproduction des groupes dominants ne reposait pas sur l'exploitation des groupes dominés (les tributs versés représentaient davantage un signe d'allégeance qu'ils ne constituaient une véritable exploitation économique). Tout au contraire, « c'est le génie de Maroseraña que d'avoir 'déplacé', comme au sens chimique du terme (.), les hommes prééminents des sociétés vaincues, d'avoir capté les sources de leur pouvoir et désormais fait participer de la royauté toute

fonction d'ordre et de perpétuation sociale, rendu tributaire d'eux-mêmes toute position sociale exceptionnelle (...). La base lignagère est *immergée* dans le réseau des rapports institués par la royauté (...), la dynastie polarise l'ensemble de l'édifice social » (Waast, p. 39-40). Retenons ce point : l'économie communautaire (« lignagère ») n'entretenant ainsi, avec l'instance politique, que des liens politico-idéologiques, et non directement économiques, il pourra se faire que la crise du système dynastique, consécutive à l'instauration de la paix française, n'entraîne pas d'incidence profonde et immédiate sur le fonctionnement de cette économie communautaire.

Dans le fonctionnement de ce système, le Boina se trouve rapidement favorisé, par rapport au Menabe : les données géographiques font que le nord-ouest est davantage visité que l'ouest par les traitants. En outre, tout un réseau commercial s'était déjà ouvert aux Européens, à l'époque (XVI^e siècle) où les navigateurs portugais disputaient la place aux marchands arabes. Enfin, le Menabe va se heurter plus rapidement aux limites que la logique du système imposait : en effet, celle-ci poussait les royautés dans une perpétuelle fuite en avant vers l'expansion, afin de pouvoir soumettre de nouvelles populations venant, pour un temps, alimenter le circuit de traite. Or, le Boina est, ici encore, dans le contexte géo-politique de l'époque, le mieux placé.

Avec, déjà, des relations de compétition politique opposant le Boina et les Hauts-plateaux, ce sont là les seules différences notables entre les deux royaumes, concernant leur divergence d'évolution ultérieure : nous ne pensons pas qu'elles aient une valeur explicative primordiale.

Le déclin sakalava

Au XIX^e siècle, le commerce de traite, sur lequel s'appuyait la puissance sakalava, cède le pas au libre échangeisme. La Grande-Bretagne, principal artisan de cette mutation, trouve alors son intérêt à soutenir la puissance montante : la couronne de Tananarive, appuyée par une solide bourgeoisie marchande. Dotée alors, grâce à l'Angleterre, d'une armée modernisée, la couronne merina étend peu à peu son autorité centralisatrice sur la quasi-totalité de l'île ; elle soumet notamment le Boina, en 1824, puis, dix ans plus tard, le royaume de Mahabo — la partie méridionale du Menabe, issue d'une segmentation du lignage maroserafia. La partie septentrionale du Menabe maintient son indépendance, alors que, pour le Boina, seules quelques régions marginales et incontrôlables (l'Ambongo, les îles du nord-ouest) poursuivent la résistance.

Mais les royaumes sakalava — du nord ou du sud, soumis ou non — entrent alors dans le même processus de déliquescence, tendant à se décomposer en autant de petits « royaumes » (ou « principautés », plus ou moins indépendantes) qu'il y a de lignages dynastiques, chacun « tenant des positions politiques particulières et défendant sa personnalité vis-à-vis tout à la fois du pouvoir central et des principautés voisines [...]. Le peuple met à profit cette période, où la royauté est affaiblie, pour prendre quelque distance à l'égard de l'aristocratie [...] ; mais l'insécurité interne renforce la nécessité d'une coopération guerrière, donc la « nécessité » de l'aristocratie pour la réaliser » (Waast, p. 42).

Il faut souligner pourtant que ce processus est plus sensible, et plus rapide, dans le Boina. Au Menabe indépendant, l'unité du royaume conserve, du fait même de la résistance, une certaine réalité, comme on va le voir un peu plus tard. Même le royaume de Mahabo, théoriquement soumis, n'a guère fait davantage qu'un acte d'allégeance assez formel. Au Boina, par contre, où les autorités merina pèsent d'un autre poids (la route Tananarive-Majunga est aisément praticable, contrairement à la route vers Morondava, et le nord-ouest représente pour la couronne merina un intérêt économique bien plus important), le souverain « légitime » ne peut guère faire sentir sa domination : le royaume se morcelle non seulement par segmentations du lignage royal, au nom des prétendants au trône, mais par sécessions de leurs propres feudataires.

II. LA DOMINATION FRANÇAISE

Les protectorats

Aux yeux de la France non plus, le Menabe et le Boina ne présentent pas le même intérêt, à la veille de la conquête. Certes, la monarchie merina étant la puissance dominante de Madagascar, réussir la conquête de la Grande Ile, c'était avant tout mettre un terme à l'hégémonie merina : les « provinces » côtières ne devaient pas poser problème. Mais, alors que le Menabe est, depuis longtemps déjà, délaissé par les courants commerciaux qui intéressent l'Occident, le Boina, non seulement important par sa localisation stratégique (la route de la conquête mène de Majunga à Tananarive), est de surcroît crédité de potentialités idéales pour une exploitation coloniale, méritant que l'on consacre à sa soumission un prix à l'avance justifié.

Pourtant, par un paradoxe de l'histoire, c'est la conquête du

nord-ouest qui s'effectua sans coup férir. « Elle avait même reçu l'appui de certains princes sakalava, désireux de secouer « l'hégémonie merina » et de reconquérir le trône de Boina sur les branches dynastiques alliées de Tananarive » (Waast, p. 51). A l'inverse, au Menabe, le royaume est encore engagé si peu avant dans ce processus de décomposition que son unité va se reformer instantanément autour du roi Toera, et la résistance armée, organisée, centralisée, va durer six longues années, de 1897 à 1902, imposant aux autorités le maintien d'une troupe nombreuse, soumise à une véritable guérilla.

C'est qu'au Menabe, une faute politique monumentale avait été commise. La région semblant n'offrir aucune perspective économique, aucun colon ne semblant désireux de s'y installer, ce fut surtout pour assurer à la Colonisation la sécurité qui lui était nécessaire que sa conquête fut entreprise : l'occupation, puis l'administration de cette partie du pays devaient alors se réaliser aux moindres frais. Pour ce faire, les autorités comptaient s'appuyer sur la dynastie régnante et placer, à tous les niveaux de la nouvelle hiérarchie administrative, les personnages dominants de la hiérarchie socio-politique du royaume, dans le cadre d'un « protectorat intérieur ». Mais, sans étude préalable, se fiant aux seuls renseignements du « Correspondant de la Résidence », cette politique du « *find the chief* »... se trompa de chef et, s'appuyant sur son demi-frère, qui tentait une segmentation de la dynastie, massacra Toera et les principaux dignitaires sakalava !

Au Boina, au contraire, dont on comptait tirer rapidement les fruits par une exploitation économique immédiate, nul souci de s'allier les chefs et de contrôler la population par leur intermédiaire. « A l'inverse, une administration directe fut imposée, qui s'employa sans délai à casser l'autorité royale, et détruire la civilisation qui s'ordonnait autour d'elle [...]. Au même instant, le peuple était soumis à d'exorbitantes exigences, et recevait un vil statut [...]. L'ensemble des mesures s'inscrivait dans un système de conceptions (des rapports sociaux, de l'ordre humain et naturel) radicalement étranger à celui de la société sakalava : système qu'il était manifestement question d'imposer, en faisant éclater celui des vaincus » (Waast, p. 51-52).

Ainsi, finalement, c'est la *même erreur* qui fut commise, dans un cas comme dans l'autre : une sous-estimation de la cohérence interne des royaumes sakalava et de leur capacité de résistance ; avec les mêmes résultats : « la province de Nozy-be venait à peine d'être cédée à l'administration civile, fin 1898, (qu'éclata) la rébellion. Six mois furent nécessaires à la mater » (Waast, p. 52). Et, dans un cas comme dans l'autre, la leçon fut comprise : au Boina comme

au Menabe, au terme d'une enquête ethnographique minutieuse, fut mis en place un véritable protectorat intérieur, s'appuyant sur les chefs réellement investis d'un pouvoir traditionnel, préservant — consacrant, même — le système hiérarchique... et offrant au système économique communautaire la faculté de se reproduire sur ses propres bases.

L'impact immédiat de la conquête

Cependant, si l'autorité française renforçait ainsi la position des clans dominants, politiquement, le système économique sur lequel ils reposaient était, lui — au contraire du système économique communautaire —, irrémédiablement détruit, du fait même de la conquête : le contrôle du commerce extérieur et le monopole des armes passaient entre les mains de la France, l'esclavage était supprimé, la pacification interdisait la pratique des raids et mettait un frein à celle des vols de bœufs. En outre, la fonction même des clans nobles — assurer la sécurité de leur territoire — se trouvait vidée de son sens, étant désormais remplie — et combien plus efficacement ! — par le nouvel occupant.

Entre les deux anciens royaumes apparaît alors, sinon une divergence, du moins une sensible différence de rythme, dans une évolution encore parallèle. Au Menabe, l'administration, privée de moyens, non soumise aux pressions d'un colonat encore inexistant, fort échaudée par l'ampleur de la résistance sakalava, est bien décidée à ne prendre aucun risque, à n'imposer brutalement aucune mesure qui risquerait de soulever à nouveau la population, mais à n'agir que très progressivement, bref : à respecter un certain temps l'esprit du protectorat. Et la noblesse, privée de ses ressources, est amenée à exiger de ses dépendants, en jouant de sa fonction administrative, des tributs en nature et en prestation que ceux-ci n'avaient pas pour habitude de lui fournir en si grande quantité, et alors même qu'ils n'y voyaient plus aucune justification.

Au Boina, « ce ne sont là que des germes de divorce, avec les sujets, qui porteront leurs fruits dans la période suivante » (Waast, p. 55). Car, dans l'immédiat (ici, la révolte n'a duré que 6 mois et non 6 ans, et le colonat est autrement présent...), l'administration française va se montrer plus pressée d'en finir avec la phase de pacification et d'entamer celle de l'exploitation économique ; en retour, « en s'efforçant de préserver son peuple des menaces que l'administration fait peser sur son mode d'existence, l'appareil de la principauté conserve une réelle popularité » (Waast, p. 54).

La colonisation

Au départ, c'est encore une différence de degré, et non de nature, qui distingue les deux régions dans leur relation avec le colonat. Au Boina, on assiste dès l'abord à l'échec radical d'une grande colonisation d'entreprise qui, très rapidement, « se dévoya en projet latifundiaire. De vastes superficies furent concédées par le gouvernement général à des sociétés, couvrant le territoire de principautés entières » (Waast, p. 45), comme c'était aussi le cas au Menabe... avec le même insuccès : l'on n'avait pas prévu l'impossibilité de trouver sur place une main-d'œuvre suffisante, la population locale se montrant peu désireuse de mettre ses bras au service des Européens, et l'administration, peu désireuse (Menabe), ou pas assez désireuse (Boina) de les y contraindre sur le champ, par la force.

Ici et là, « une seule alternative s'offrait [...], une conversion à l'activité commerciale de traite » (Waast, p. 46), les maisons d'import-export se contentant de supplanter les commerçants indiens de longue date installés sur la place, mais désormais soumis à de fortes patentes (il leur est dévolu le rôle d'intermédiaire entre la maison européenne et la production paysanne locale, rôle dans lequel leur réseau commercial, qui couvrait toute la région d'un maillage serré, les rendait indispensables).

C'est — nous semble-t-il — avec la petite colonisation que le Menabe et le Boina vont connaître une première divergence d'évolution, de brève durée, mais radicale. Ici et là, celle-ci se consacra aux produits d'exportation qui ne bouleversaient pas l'économie traditionnelle locale : les techniques culturelles sont connues, les outils restent adaptés. Mais au Menabe, le colonat trouva d'abord son profit davantage en assurant la commercialisation de la production indigène qu'en produisant lui-même ; et, n'ayant pas à se défendre de la concurrence malgache, il ne songea pas tout de suite à accaparer un maximum de terres, ni à imposer le métayage ou le salariat à la main-d'œuvre locale.

Au Boina, et au nord-ouest, l'aristocratie sakalava avait déjà — au temps de la domination merina — quitté les terres riches, utiles à la colonisation, en laissant ses esclaves y vendre leur force de travail, pour se réfugier dans l'Ambongo ; dans le Nord, « des relations commerciales et politiques existaient depuis longtemps entre les chefs autochtones et divers colons. Elles furent désormais cultivées [...]. Chaque propriétaire noua des alliances (matrimoniales en particulier) avec la famille noble proche de son domaine. Il put alors en obtenir la cession de travailleurs [...]. La petite colonisation réussit alors là où la grande avait échoué [...]; son aisance, et sa survie,

dépendaient des relations entretenues avec les chefs « traditionnels » : pour la collecte de ses produits et plus encore pour l'obtention des travailleurs nécessaires à ses entreprises. Aussi apporta-t-elle désormais son soutien politique à la « bureaucratie tribale », face à l'Administration qui essayait d'abord de la briser, puis de la domestiquer » (Waast, p. 48).

Très rapidement, cependant, de la veille de la Première Guerre mondiale et jusqu'aux lendemains de la seconde, le Menabe et le Boina vont connaître un prodigieux essor qui va minimiser cette divergence et en masquer les effets. En effet, le développement de certaines cultures de rapport va connaître un tel succès qu'un flux d'immigrés, originaire du sud-est, va venir, en vagues successives et renouvelées, dans le Nord et l'Ouest du pays, alimenter sans cesse la masse des travailleurs désireux de profiter de ce pactole ; et la colonisation — ici et là saisie d'une fringale de terres — va, ici et là, recruter l'essentiel de sa main-d'œuvre au sein de cette population fluctuante.

Mais c'est un autre clivage qui apparaît alors : au Menabe, il se trouve que la région se voit capable de faire se succéder ainsi, selon la vogue du moment, telle ou telle mono-culture correspondant à une demande extérieure démesurée et qui, soit n'implique nul investissement productif (pois du Cap, peaux de bœuf, maïs), soit offre des marges bénéficiaires telles (tabac) que, là encore, les investissements — pourtant nécessaires dans une saine gestion culturelle — ne seront pas consentis. La rapidité et la facilité avec laquelle se réalise le profit détermine le type de colonisation qui s'instaure, et que l'on peut qualifier de parasitaire, en ce sens qu'il se contente purement et simplement de tirer la sève de l'économie locale, sans l'enrichir en aucune façon. Sur les concessions européennes, les méthodes de travail, pratiquement, restent exactement les mêmes que celles employées dans le secteur de la production malgache, les rendements ne connaissent aucune amélioration sensible. Et le Sakalava, lui, demeure toujours libre de ne *pas vendre* sa force de travail, libre de refuser les rapports de production capitalistes (métayage, salariat), qu'il perçoit comme rapport de domination.

Au Boina, par contre, les productions en vogue soit (au nord : café, sucre, plantes à parfum) *nécessitent* un certain investissement productif et des usines de transformation sont créées (sucrerie, féculerie...), soit (au nord-ouest : riz, tabac) se heurtent plus rapidement au problème de la main-d'œuvre, du fait de la concurrence merina, qu'il s'agit d'écraser. Dans les deux cas, le mouvement de concentration des capitaux et des terres s'accélère — avec plus d'ampleur encore que dans le Menabe —, les grandes entreprises absorbant peu à peu la petite colonisation. Le secteur de produc-

tion malgache, ici, cesse d'être compétitif, et le Sakalava se voit contraint de se joindre aux immigrés : de s'employer sur les concessions européennes. Au reste, il en connaissait déjà le chemin, puisqu'il y avait été envoyé dans la période précédente, on s'en souvient, par son « seigneur » ; alors, « les salaires étaient payés soit directement au « recruteur » noble (qui en redistribuait une partie seulement), soit aux travailleurs, qui en faisaient partiellement prestation au représentant royal » (Waast, p. 48) ; maintenant, tout son salaire lui appartient en propre : loin d'être, comme dans le Menabe, perçus comme rapports de domination, les rapports de production capitalistes lui apparaissent comme le moyen d'échapper à l'exploitation des clans dominants.

Ainsi, dans le Boina, la production capitaliste va-t-elle s'instaurer progressivement, « naturellement », jusqu'à devenir dominante. Et c'est sur cette base que devra s'articuler l'économie communautaire. Par la suite, lorsque cette période de prospérité va s'achever, la colonisation connaîtra des difficultés, certes, mais son mode de fonctionnement ne sera pas atteint. L'exploitation se durcit, aucun repli n'est possible, et bientôt — en 1947, notamment — le paysan n'a plus d'autre choix qu'entre la soumission et la révolte.

Au Menabe, au contraire, aucun dispositif n'est en place qui, par le biais des rapports économiques, déterminerait un développement du métayage ou du salariat sur les concessions européennes. En 1947, le colonat trouve encore sa main-d'œuvre sans trop de difficulté (au sein des seules populations immigrées, mais il ne saisit pas le danger de cette situation) ; et les Sakalava considèrent leur refus de s'employer chez le colon comme une réponse quasi suffisante à la situation coloniale. Quand le problème de main-d'œuvre se posera de façon dramatique aux colons, le rapport de force politique ne sera plus tel que l'administration puisse instaurer brutalement, par la contrainte, les rapports de production capitalistes. Au contraire, dès 1945, la métropole impose la suppression du travail obligatoire, et la réaction qui suivra le soulèvement de 1947 ne pourra qu'enrayer, non pas interrompre, cette évolution fatale à l'économie coloniale locale.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, donc, l'aristocratie sakalava, au Menabe, fut soutenue par l'administration ; au Nord, elle le fut par les colons, ou bien, au nord-ouest, fut marginalisée : le procès d'articulation entre les systèmes capitalistes et sakalava va diverger, selon les deux royaumes. Entre les deux guerres, la colonisation, au Menabe, connut une succession de périodes d'exceptionnelle facilité (entrecoupées de crises, trop brèves pour imposer une modification des comportements) ; dans le Boina, elle eut à con-

sentir un minimum d'investissements productifs (qu'imposait la nature des produits exploités, au nord, ou la nécessité d'éliminer la production malgache, au nord-ouest) : la conjoncture inverse se serait produite, les deux procès d'articulation se seraient peut-être rejoints dans une évolution à nouveau parallèle ? Ils furent affermis dans leur divergence.

AFRIQUE PLURIELLE, AFRIQUE ACTUELLE

Hommage à Georges Balandier

A

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago, 75013 Paris

Cedid:
FC 20-100
BAL

05 MAI 1987

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 23.627 43
Cpte : B " M ex 1